Paris, le 18 septembre 2018

Réaction du Conseil national de l'Ordre des médecins aux annonces de l'exécutif sur la transformation de notre système de santé

L'Ordre des médecins est globalement satisfait des annonces du président de la République sur la stratégie de transformation du système de santé : les médecins, dont leur Ordre portait les propositions depuis la grande consultation menée en 2015, ont été largement entendus.

L'Ordre est également satisfait d'avoir partagé depuis plusieurs mois avec Agnès Buzyn, ministre des Solidarité et de la Santé, le sentiment d'urgence à mettre en œuvre une réforme d'ampleur de notre système de santé et l'importance de bâtir un large consensus pour ce faire. La réforme de notre système de santé exigeait de passer par une loi ambitieuse : de simples mesures réglementaires et administratives n'auraient pas suffi à faire face à l'urgence et à répondre à la souffrance des professionnels de santé.

L'Ordre des médecins est également satisfait de voir que les idées que nous portons depuis 2015, sur l'importance de libérer les énergies de nos territoires et de décloisonner la ville et l'hôpital, sur l'absolue nécessité de rendre du temps médical aux médecins, se sont imposés au Gouvernement. Il faudra faire preuve de vigilance, collectivement, pour que ces intentions soient réellement mises en œuvre, pour les médecins, les professionnels de santé et leurs patients.

L'Ordre, qui avait rappelé que notre système de santé ne pouvait plus être gouverné dans le seul objectif de l'équilibre financier à tout prix, salue le changement d'état d'esprit sur l'ONDAM, qui devient un outil d'investissement, et pas uniquement un outil de régulation.

Nous attendons une approche globale de la formation, qui intégrerait réellement celle-ci à la réforme du système de santé, et permettrait de former les futurs médecins à tous les modes d'exercice, pour que la formation réponde enfin au plus près des besoins des

www.conseil-national.medecin.fr

@ordre_medecins

Contact presse

Charles Van den Boogaerde
06 30 10 85 57

territoires. La seule réforme numerus clausus ne sera pas suffisante pour répondre à cet enjeu majeur pour l'accès aux soins.

Se pose enfin une question : alors que le président de la République a évoqué plusieurs fois la démocratie sanitaire. Quelle gouvernance nous propose-t-on ? Notre système de santé sera-t-il moins centralisé demain ? Le rôle des ARS sera-t-il revu pour laisser place à une véritable démocratie sanitaire ? Refonder notre système de santé en partant des territoires l'exige.

L'Ordre sera maintenant attentif à la traduction de ces orientations positives dans la loi, et entend être un acteur engagé dans la réussite de cette réforme.

www.conseil-national.medecin.fr

@ordre_medecins

Contact presse

Charles Van den Boogaerde
06 30 10 85 57